

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, le chef de l'opposition le sait déjà, on envisage habituellement de modifier le montant des primes après le troisième trimestre de l'année, lorsqu'on peut se faire une idée plus précise des chiffres. Les chiffres donnés dans le budget hier soir sont des prévisions. Nous sommes décidés à maintenir la tradition et à voir ce qui se passe en réalité durant le troisième trimestre. Je suis certain qu'à ce moment-là le ministre des Finances se fera un plaisir de dire au chef de l'opposition et aux autres députés quels changements il conviendrait d'apporter aux primes d'assurance chômage.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES RÉPERCUSSIONS DU BUDGET SUR LES PENSIONS DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, j'ai moi aussi une question à l'intention du ministre des Finances. La mesure la plus mesquine de son budget d'hier soir a été de réduire sensiblement l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse pour ceux qui ne touchent pas la prestation de supplément de revenu garanti. Autrement dit, un retraité qui touche une rente annuelle totale légèrement supérieure à \$8,000—soit le traitement mensuel du ministre—recevra \$100 de moins l'an prochain grâce à lui. Est-ce là à ses yeux la réforme urgente des pensions dont lui et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ont tant parlé?

Des voix: Bravo!

● (1425)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Encore une fois, madame le Président, il est évident que le député induit la Chambre en erreur en disant que les bénéficiaires de pensions de sécurité de la vieillesse recevront moins l'an prochain. Ils obtiendront davantage évidemment. Lorsque l'honorable représentante le comprendra, peut-être pourra-t-elle poser une question pertinente.

Mlle MacDonald: Madame le Président, il fut un temps où le ministre des Finances n'aurait pas osé s'en prendre aux retraités canadiens.

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui aurait dit hier soir, au sujet de cette réduction, «Je peux m'en accommoder et ils (les retraités) le peuvent aussi». Il est facile de s'en accommoder pour une personne qui gagne \$100,000 par année mais ce n'est pas si facile pour celle qui gagne \$8,000 ou \$9,000.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Je voudrais bien savoir ce que le ministre entend lorsqu'elle dit «Ils peuvent s'en accommoder». Quel

genre d'arrogance libérale est-ce là? Est-ce la nouvelle formule libérale de politique sociale?

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, ce que j'ai essayé de dire hier soir et que je répète aujourd'hui, c'est que tous les Canadiens, en période de crise, sont prêts à faire de grands sacrifices, pourvu qu'ils aient un sens pour eux, autrement dit, qu'ils permettent de créer des emplois pour leurs enfants, d'une part, et de subvenir aux besoins des plus nécessiteux en assurant qu'ils sont bien protégés, d'autre part. C'est ce que vise le budget présenté hier soir. Les retraités qui ne touchent que l'allocation de sécurité de la vieillesse de base, c'est-à-dire 45 p. 100 des deux millions et plus de retraités, parce qu'ils ne sont pas dans le besoin, recevront ce mois-ci \$239 comme je l'ai annoncé il y a quelques jours, mais \$249 en janvier prochain au lieu des \$251 prévus.

Des voix: Oh, oh!

Mme Bégin: Je tiens à répéter, étant donné que les ménages doivent établir leur budget avec grande vigueur qu'ils recevront \$239 ce mois-ci et \$249 plutôt que \$251 en janvier prochain.

M. Broadbent: Madame le Président, si le ministre est fier de cette faible augmentation, c'est que les libéraux en sont rendus au point où ils peuvent s'enorgueillir de n'importe quoi.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES RÉPERCUSSIONS DU BUDGET SUR LE CHÔMAGE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais également poser ma question au ministre des Finances. Hier soir, il nous a présenté un budget désespérant, en effet, qui prévoyait que les pensions et les allocations familiales seront réduites et que les impôts vont augmenter de plus de 1 milliard de dollars. Si les députés de l'arrière-ban d'en face voulaient bien se taire un instant, je poserais ma question au ministre des Finances. Étant donné que toutes ces décisions vont encore retirer de l'argent des circuits économiques, augmenter le nombre des faillites et intensifier le chômage, le ministre voudrait-il confirmer ce qu'un de ses hauts fonctionnaires a déclaré lors de l'étude à huis clos hier soir, à savoir que le chômage au Canada qui est déjà désastreux restera pratiquement inchangé pendant toute l'année?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, tout d'abord je demande à l'hon. représentant de faire preuve d'honnêteté et d'admettre qu'il ne convient pas de dire que les prestations de sécurité de la vieillesse et les allocations familiales seront réduites l'année prochaine. Ces prestations sociales augmenteront de 6 p. 100; on ne peut donc pas parler de diminution. Je tiens en outre à faire remarquer au représentant que s'il s'associe à nous pour abaisser l'inflation à 6 p. 100, les répercussions du plafonnement se feront donc moins sentir sur tous les groupes de notre société.